



Règlement de construction 04-2023



PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DE JOLIETTE
MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DE-LOURDES

Règlement de construction numéro 04-2023



Chargée de projet : Véronique Montpetit, urbaniste

Agente de projet : Mélissa Lamothe, urbaniste

Aviseur : Jean-François Viens, urbaniste

Avis de motion le : 18 janvier 2023

Règlement adopté le : 13 février 2023

Entrée en vigueur le : 13 avril 2023

Dernière mise à jour le : _____

Les règlements d'amendement suivants sont venus modifier le présent règlement :

Numéro du règlement	Objets du règlement	Date de l'avis de motion	Date d'entrée en vigueur

Table des matières

Chapitre 1	Dispositions déclaratoires, explicatives et administratives	5
Section 1.1	Dispositions déclaratoires	5
Article 1.1.1	Titre du règlement	5
Article 1.1.2	Territoire et personnes assujettis	5
Article 1.1.3	Interaction du règlement.....	5
Article 1.1.4	Objet du règlement	5
Article 1.1.5	Abrogation de règlements	5
Article 1.1.6	Validité.....	5
Article 1.1.7	Le règlement et les lois.....	6
Article 1.1.8	Documents de renvoi.....	6
Article 1.1.9	Entrée en vigueur	6
Section 1.2	Dispositions explicatives	7
Article 1.2.1	Municipalité.....	7
Article 1.2.2	Division du texte	7
Article 1.2.3	Interprétation du texte.....	7
Article 1.2.4	Interprétation en cas de contradiction	8
Article 1.2.5	Terminologie.....	8
Section 1.3	Dispositions administratives	9
Article 1.3.1	Application du règlement	9
Article 1.3.2	Fonctions et pouvoirs du fonctionnaire désigné	9
Article 1.3.3	Contraventions, pénalités et recours	9
Article 1.3.4	Demande privée de modification réglementaire	9
Article 1.3.5	Construction et terrains affectés	9
Article 1.3.6	Permis et certificats	9
Chapitre 2	Dispositions relatives aux bâtiments, la salubrité et la sécurité	10
Section 2.1	Dispositions générales	10
Article 2.1.1	Conformité aux Codes.....	10
Article 2.1.2	Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées et autres bâtiments assujettis ..	10
Article 2.1.3	Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection	10
Section 2.2	Architecture des bâtiments	11
Article 2.2.1	Construction prohibée	11
Article 2.2.2	Bâtiments jumelés ou en rangée	11
Article 2.2.3	Fondation des bâtiments principaux.....	11
Article 2.2.4	Fondation des constructions accessoires.....	11
Article 2.2.5	Fondation sur pilotis ou pilier	11
Article 2.2.6	Élévation du niveau de plancher du sous-sol ou de la cave.....	12
Article 2.2.7	Matériaux d'isolation.....	12
Article 2.2.8	Matériaux de revêtement extérieur pour les murs	12
Article 2.2.9	Matériaux de revêtement extérieur pour les bâtiments agricoles	13
Article 2.2.10	Matériaux autorisés pour les toits en pente	13

Article 2.2.11	Matériaux autorisés pour les toits plats	13
Article 2.2.12	Toits verts ou végétalisés	14
Article 2.2.13	Hauteur des pièces	14
Article 2.2.14	Insonorisation des bâtiments principaux dans une zone de bruit	15
Section 2.3	Entretien et bon état des constructions	16
Article 2.3.1	Maintien en bon état d'un bâtiment	16
Article 2.3.2	Maintien en bon état d'un balcon, d'un perron, d'une galerie et d'un escalier	16
Article 2.3.3	Clapet anti-retour	16
Article 2.3.4	Raccordement d'un drain de fondation (drain français)	17
Article 2.3.5	Raccordement au réseau d'égout	17
Article 2.3.6	Interdiction de raccordement	17
Section 2.4	Fortification et sécurité	18
Article 2.4.1	Interdiction de fortification	18
Article 2.4.2	Éléments dangereux	18
Article 2.4.3	Détecteur de fumée	19
Article 2.4.4	Neige et glace	19
Chapitre 3	Dispositions relatives à la sécurité, aux constructions dangereuses et aux travaux de démolition	20
Section 3.1	Dispositions générales	20
Article 3.1.1	Équipements de chantier	20
Article 3.1.2	Protection du public	20
Section 3.2	Constructions dangereuses, endommagées, inoccupées ou inachevées	21
Article 3.2.1	Constructions dangereuses	21
Article 3.2.2	Obligation de sécuriser les constructions dangereuses	21
Article 3.2.3	Fondation à ciel ouvert	21
Article 3.2.4	Bâtiments détruits, endommagés ou incendiés	22
Article 3.2.5	Travaux effectués par l'autorité compétente	22
Section 3.3	Travaux de démolition	23
Article 3.3.1	Généralités	23
Article 3.3.2	Continuité des travaux	23
Article 3.3.3	Prévention de la poussière	23
Article 3.3.4	Disposition des matériaux	23

Chapitre 1 Dispositions déclaratoires, explicatives et administratives

Section 1.1 Dispositions déclaratoires

Article 1.1.1 Titre du règlement

Le présent règlement est intitulé « Règlement de construction numéro 04-2023 ».

Article 1.1.2 Territoire et personnes assujettis

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la Municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes. Les dispositions de ce présent règlement s'imposent aux personnes physiques comme aux personnes morales autant de droit public que privé.

Article 1.1.3 Interaction du règlement

Le présent règlement constitue une partie intégrante de l'ensemble des règlements d'urbanisme et celui-ci est interrelié avec les autres règlements d'urbanisme adoptés par la Municipalité dans le cadre de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (c. A-19.1).

Article 1.1.4 Objet du règlement

Le présent règlement vise à régir la construction des bâtiments ou des éléments non visés par le Code de construction du Québec, afin de contrôler la qualité, la durabilité et le caractère sécuritaire de la structure d'un bâtiment en régissant la nature des matériaux autorisés et la façon de les assembler. Il vise également à régir la salubrité et la sécurité des immeubles dans une perspective de santé et de sécurité du public.

Article 1.1.5 Abrogation de règlements

Le présent règlement abroge et remplace le Règlement de construction numéro 07-1989 ainsi que tous ses amendements.

Cette abrogation n'affecte pas les permis et les certificats légalement émis sous l'autorité de tous règlements antérieurs abrogés par le présent règlement et les droits acquis avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

Cette abrogation n'affecte pas les infractions commises et les procédures intentées sous l'autorité des règlements ainsi abrogés; les infractions peuvent être poursuivies et les procédures continuées, nonobstant l'abrogation.

Article 1.1.6 Validité

Le Conseil décrète l'adoption du présent règlement dans son ensemble et également chapitre par chapitre, section par section et article par article, alinéa par alinéa, paragraphe par paragraphe, sous-paragraphe par sous-paragraphe ou tiret par tiret de manière à ce que si un chapitre, une section, un article, un alinéa, un paragraphe ou un sous-paragraphe de celui-ci était ou devait être un jour déclaré nul par la cour ou autres instances, les autres dispositions du présent règlement continuent de s'appliquer.

Article 1.1.7 Le règlement et les lois

Aucun article ou disposition du présent règlement ne peut avoir pour effet de soustraire toute personne à l'application d'une loi du Canada ou du Québec.

Article 1.1.8 Documents de renvoi

Lorsque le texte fait référence à un document de renvoi, celui-ci est partie intégrante du présent règlement.

Article 1.1.9 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Section 1.2 Dispositions explicatives

Article 1.2.1 Municipalité

L'expression « Municipalité » est définie comme étant la Municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes.

Article 1.2.2 Division du texte

L'interprétation du présent règlement doit tenir compte de la hiérarchie entre les divisions du texte : chapitres, sections, articles, alinéas, paragraphes, sous-paragraphes et tirets. À titre d'illustration, la typographie utilisée pour distinguer les divisions du règlement répond au modèle suivant :

Chapitre #

Section #. #

Article #.#. #

Alinéa

#. Paragraphe

a) Sous-paragraphe

- Tiret

Article 1.2.3 Interprétation du texte

L'interprétation du texte de ce règlement doit respecter les règles suivantes :

1. L'emploi des verbes au présent inclut le futur, et vice-versa;
2. L'usage du masculin comprend le féminin et l'usage du féminin comprend le masculin;
3. L'usage du singulier comprend le pluriel et l'usage du pluriel comprend le singulier, chaque fois que le contexte s'y prête;
4. L'emploi du verbe DEVOIR indique une obligation absolue; alors que l'emploi du verbe POUVOIR conserve un sens facultatif, sauf dans l'expression « NE PEUT » qui signifie « NE DOIT »;
5. Lorsque deux dispositions ou plus du présent règlement s'appliquent à un usage, bâtiment, terrain ou autre objet régi par le présent règlement, les règles suivantes s'appliquent :
 - a) La disposition particulière prévaut sur la disposition générale;
 - b) La disposition la plus contraignante prévaut;
6. Toute référence à un autre règlement ou à une Loi est ouverte, c'est-à-dire qu'il s'étend à toute modification que pourrait subir un tel règlement ou Loi suite à l'entrée en vigueur du présent règlement;
7. Toutes les mesures présentes dans le présent règlement sont celles du système international (SI);

8. La table des matières et le titre des chapitres, des sections et des articles du présent règlement sont donnés pour améliorer la compréhension du texte. En cas de contradiction entre le texte et le ou les titre(s) concerné(s) ou la table des matières, le texte prévaut;
9. Les plans, annexes, tableaux, graphiques, figures, illustration et symboles et toute forme d'expression autre que le texte proprement dit et contenue dans le présent règlement en font partie intégrante à toutes fins que de droit.

Article 1.2.4 Interprétation en cas de contradiction

Dans ce règlement, à moins d'indications contraires, les règles suivantes s'appliquent :

1. En cas de contradiction entre le texte et un titre, le texte prévaut;
2. En cas de contradiction entre le texte et toute autre forme d'expression, sauf la grille des spécifications, le texte prévaut;
3. En cas de contradiction entre le texte et la grille des spécifications, la grille prévaut;
4. En cas de contradiction entre les données d'un tableau et un graphique, les données du tableau prévalent;
5. En cas de contradiction entre la grille des spécifications et le plan de zonage, la grille prévaut.

Article 1.2.5 Terminologie

Pour l'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, tout mot ou expression a le sens qui lui est attribué dans la terminologie à l'annexe A du règlement de zonage. Si un mot ou une expression n'est pas spécifiquement défini, il conserve sa signification usuelle.

Section 1.3 Dispositions administratives

Article 1.3.1 Application du règlement

L'application du présent règlement est confiée à toute personne dûment autorisée par le Conseil à agir à ce titre et ci-après nommée « fonctionnaire désigné ». À défaut de quoi, cette responsabilité incombe au directeur général de la Municipalité.

Article 1.3.2 Fonctions et pouvoirs du fonctionnaire désigné

Les pouvoirs et devoirs du fonctionnaire désigné sont définis au Règlement sur les permis et certificats en vigueur.

Article 1.3.3 Contraventions, pénalités et recours

Toute personne qui contrevient à l'une ou l'autre des dispositions de ce règlement commet une infraction et est passible d'une amende avec ou sans frais, le tout tel que prescrit au Règlement sur les permis et certificats de la Municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes.

Article 1.3.4 Demande privée de modification réglementaire

Quiconque souhaite demander une modification au présent règlement, doit le faire en conformité à la procédure prévue au Règlement sur les permis et certificats en vigueur.

Article 1.3.5 Construction et terrains affectés

Tout bâtiment, partie de bâtiment et toute construction, ainsi que tout lot, partie de lot ou terrain, ne peut être édifié, construit, utilisé, modifié ou subir quelque modification de son occupation qu'en conformité aux dispositions de ce règlement.

Article 1.3.6 Permis et certificats

Toute personne qu'en tout ou en partie, entend faire un nouvel usage d'un immeuble, en changer la destination, ou effectuer des travaux de construction, de réparation, de rénovation ou quelque opération régie par le présent règlement doit préalablement obtenir, du fonctionnaire désigné, le permis ou le certificat requis par les règlements municipaux.

Chapitre 2 Dispositions relatives aux bâtiments, la salubrité et la sécurité

Section 2.1 Dispositions générales

Article 2.1.1 Conformité aux Codes

Tout bâtiment projeté doit être conforme aux dispositions de la plus récente édition du Code de construction du Québec.

La Municipalité ne vérifie pas la conformité au Code avant l'émission d'un permis. Il est de la responsabilité de tout propriétaire de respecter ou de faire respecter le Code de construction du Québec en vigueur lors de travaux sur sa propriété. Nonobstant ce qui précède, lorsque le fonctionnaire désigné observe un non-respect dudit Code, il peut exiger de tout propriétaire ou requérant d'un permis de modifier la demande afin de la rendre conforme au Code, avant d'émettre le permis.

Article 2.1.2 Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées et autres bâtiments assujettis

Dans toute construction résidentielle isolée, incluant les maisons mobiles et transportables et autres bâtiments assujettis, dans les limites de la Municipalité, l'installation septique doit être conforme au Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (c. Q-2, r.22), adopté en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement.

Article 2.1.3 Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection

Tout aménagement d'ouvrage de captage des eaux souterraines doit être conforme au Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (c. Q-2, r.35.2), adopté en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement.

Section 2.2 Architecture des bâtiments

Article 2.2.1 Construction prohibée

L'emploi de conteneur, de wagon, d'autobus, de roulotte ou d'autres véhicules similaires est prohibé.

Article 2.2.2 Bâtiments jumelés ou en rangée

Tous les bâtiments jumelés ou en rangée doivent être construits simultanément. Il n'est pas permis de construire la moitié d'un bâtiment jumelé ou en rangée, sauf dans le cas où ce bâtiment s'appuierait sur un mur mitoyen déjà construit.

Article 2.2.3 Fondation des bâtiments principaux

Tout bâtiment principal et tout agrandissement d'un bâtiment principal de plus de 20 mètres carrés doivent être construits sur des fondations permanentes continues en béton, avec empattements appropriés, à l'abri du gel, et l'épaisseur de ces fondations devra au moins égaler celle des murs qu'elles auront à supporter. Les fondations en blocs de béton pourront être réparées pour fin d'entretien ou de maintenance; cependant, une nouvelle fondation devra être en béton continu.

Un autre type de fondation non mentionné au présent article peut être accepté, uniquement si la demande de permis est accompagnée des plans signés et scellés par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec. Dans tous les cas, la portion hors sol des fondations d'un bâtiment principal, incluant les fondations de faible profondeur, telles les dalles de béton monolithiques et les dalles de béton flottantes avec murs de fondation doit être d'une hauteur d'au moins 0,20 mètre, sans excéder 1,5 mètre.

Article 2.2.4 Fondation des constructions accessoires

Les constructions accessoires seulement pourront être construites sur des blocs de béton, sur des piliers de béton, de brique, de pierre ou de bois, ou sur une dalle de béton monolithique ou flottante. Le vide sous la construction accessoire doit être complètement camouflé par un revêtement extérieur ou treillis, et ce, sur tout le périmètre de ladite construction.

Un autre type de fondation non mentionné au présent article peut être accepté, uniquement si la demande de permis est accompagnée des plans signés et scellés par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

Article 2.2.5 Fondation sur pilotis ou pilier

Nonobstant toute disposition contraire, les constructions suivantes peuvent être installées sur pieux, pilotis ou pilier de béton, d'acier ou de bois conçus à cet effet :

1. L'agrandissement d'un bâtiment principal existant n'excédant pas 20 mètres carrés;
2. Les bâtiments accessoires de moins de 40 mètres carrés;
3. Les bâtiments temporaires;
4. Les balcons, galeries, vérandas et solariums;
5. Les abris d'auto;
6. Les bâtiments destinés à un usage agricole.

Pour l'agrandissement d'un bâtiment principal, la construction de pieux, de pilotis ou piliers est autorisée seulement si la superficie de cet agrandissement n'excède pas 50 % de la superficie initiale du bâtiment. Elle doit également faire l'objet de plans et devis signés par un professionnel habilité, lesquels doivent être fournis avec la demande de permis. Dans le cas de travaux en zone de contrainte, les plans et devis doivent être signés par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec spécifiquement. Dans tous les cas, un seul agrandissement sur pieux, pilotis ou piliers est permis par bâtiment principal.

Une construction sur pieux, pilotis ou piliers ne peut être surélevée à plus de 1,5 mètre de hauteur par rapport au niveau moyen du sol adjacent. Le vide sous le bâtiment doit être complètement camouflé par un revêtement extérieur ou treillis, et ce, sur tout le périmètre dudit bâtiment.

Une dalle de béton continue sur pieux vissés ou de béton pourra servir de fondation à la condition que la superficie d'occupation du sol de cette partie du bâtiment n'excède pas 50 % de la superficie initiale du bâtiment.

Dans tous les cas, la portion hors sol des fondations d'un bâtiment principal en pieux, pilotis ou piliers doit être d'une hauteur d'au moins 0,20 mètre, sans excéder 1,5 mètre.

Article 2.2.6 Élévation du niveau de plancher du sous-sol ou de la cave

Tout plancher du sous-sol ou de la cave avec un raccord direct à l'égout public, par un drain de plancher et le drain de la maison, doit être d'une hauteur suffisante au-dessus du niveau du radier de l'égout public pour éviter tout refoulement d'égout.

Article 2.2.7 Matériaux d'isolation

L'utilisation de bran de scie et de paille est prohibée comme matériaux d'isolation pour tout type de construction.

Article 2.2.8 Matériaux de revêtement extérieur pour les murs

Les matériaux de revêtement extérieur autorisés sont les suivants :

1. Le bois peint, teint, verni ou autrement traité, à l'exception du contreplaqué et des panneaux d'aggloméré;
2. La tôle émaillée ou prépeinte, précuite en usine, à l'exception de la tôle galvanisée :
 - a) La tôle dont l'installation a été faite avant l'entrée en vigueur du présent règlement peut être entretenue (peinte ou repeinte);
3. Le clin de vinyle;
4. Le clin de fibres pressées prépeint;
5. Le clin de béton et le clin de fibrociment;
6. La brique, la pierre, le stuc, le crépi, le verre non réfléchissant, l'agrégat et les blocs de béton architecturaux (non structuraux);
7. Le bardeau de cèdre naturel ou traité;
8. La maçonnerie incorporant des rondins;
9. Les matériaux d'une nature et d'une qualité équivalente aux autres matériaux autorisés.

Article 2.2.9 Matériaux de revêtement extérieur pour les bâtiments agricoles

Les granges, remises, serres et bâtiments nécessaires à l'exploitation agricole ne sont pas assujettis à l'article 2.2.8. Pour ces bâtiments, les matériaux de revêtement extérieur suivants sont prohibés :

1. Le papier goudronné ou les papiers similaires;
2. Le papier imitant ou tendant à imiter la pierre, la brique ou autres matériaux naturels;
3. Les contreplaqués et les panneaux de copeaux de placage aggloméré non peints et non traités avec des produits hydrofuges.

Article 2.2.10 Matériaux autorisés pour les toits en pente

Pour les toits en pente, sauf indications contraires aux dispositions spécifiques, les matériaux suivants sont spécifiquement autorisés comme revêtement de toiture sur l'ensemble du territoire :

1. Tôle architecturale à la canadienne;
2. Tôle architecturale à joint vertical ou à baguette;
3. Tôle architecturale nervurée;
4. Bardeaux de cèdre ignifugé;
5. Bardeaux d'asphalte;
6. Les membranes élastomères;
7. La tuile d'ardoise, d'acier ou de béton préfabriqué;
8. Le bardeau de bois;
9. Les parements métalliques architecturaux prépeints et traités en usine;
10. Le cuivre;
11. La tôle galvanisée, anodisée ou autrement traitée en usine pour un bâtiment agricole;
12. Les matériaux d'une nature et d'une qualité équivalente aux autres matériaux autorisés.

Nonobstant les dispositions précédentes, le verre est autorisé pour une partie du toit du bâtiment principal, jusqu'à concurrence de 20 % de la superficie totale du toit.

Article 2.2.11 Matériaux autorisés pour les toits plats

Pour les toits plats, seuls les matériaux suivants sont autorisés comme revêtement de toiture :

1. Membrane élastomère;
2. Membrane polyoléfine thermoplastique (TPO) ;
3. Membrane multicouche;
4. Les matériaux d'une nature et d'une qualité équivalente aux autres matériaux autorisés.

Tout toit plat, à l'exception des sections végétalisées ou d'une partie du toit occupée par un équipement mécanique ou une terrasse, doit être recouvert d'un matériau ayant un indice de réflectance solaire (IRS) d'au moins 78. Cette exigence s'applique à un nouveau toit ou lors de la réfection d'un toit. Lors d'un agrandissement, seule la partie agrandie doit respecter cette exigence. Un toit peut être réparé en conservant le matériau existant.

Nonobstant les dispositions précédentes, le verre est autorisé pour une partie du toit du bâtiment principal, jusqu'à concurrence de 20 % de la superficie totale du toit.

Les toits verts sont autorisés sur un toit plat aux conditions de l'article 2.2.12.

Article 2.2.12 Toits verts ou végétalisés

Les toits verts ou végétalisés, extensifs ou intensifs, sont autorisés aux conditions suivantes :

1. Être conçus par un architecte ou un ingénieur en structure;
2. Être localisés sur un toit plat;
3. La couverture sur laquelle est aménagé le toit végétal doit être de membrane étanche et non de type multicouche (asphalte et gravier);
4. Un accès au toit doit être aménagé, à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment. L'accès extérieur au toit doit être localisé dans la cour arrière;
5. Le drainage doit s'effectuer sous le substrat de croissance et ne doit permettre aucune infiltration du substrat ou d'une autre matière vers les drains de toit.
6. Le toit vert doit respecter les normes présentes au Code National du Bâtiment du Canada et ses documents annexes en vigueur.

Un programme d'entretien conforme aux règles de l'art et élaboré par un architecte paysagiste, architecte ou un ingénieur ayant des compétences dans le domaine doit être respecté de manière à assurer que le toit soit bien entretenu et sécuritaire en tout temps.

Article 2.2.13 Hauteur des pièces

La hauteur minimale de toute pièce, de plancher à plafond, construite après l'entrée en vigueur du présent règlement doit respecter les normes suivantes :

1. Usage résidentiel : 2,4 mètres;
2. Usage commercial, industriel ou institutionnel : 2,7 mètres.

Malgré le premier alinéa, une pièce peut être aménagée dans un sous-sol d'un usage résidentiel si la hauteur de la pièce est de minimum 2,1 mètres à l'entrée en vigueur du présent règlement.

Malgré le premier alinéa, une pièce peut être aménagée pour un usage commercial, industriel ou institutionnel si la hauteur de la pièce est de minimum 2,4 mètres à l'entrée en vigueur du présent règlement.

Dans les mansardes, la hauteur des pièces habitables n'est exigée que pour la moitié de la superficie du plancher.

Lorsqu'il y a des poutres en saillie au plafond, la hauteur de toute pièce est mesurée du plancher jusqu'au-dessous des poutres.

Article 2.2.14 Insonorisation des bâtiments principaux dans une zone de bruit

Lorsque des mesures d'insonorisation sont requises dans une zone de bruit routier en vertu du règlement de zonage en vigueur, un bâtiment principal doit présenter les caractéristiques suivantes :

1. L'orientation du bâtiment principal doit être en biais avec l'axe routier;
2. Les chambres, salles de séjour et salles à manger doivent être localisées dans les parties du bâtiment principal où le bruit est moindre;
3. Sur la façade donnant sur un axe routier localisé dans une zone de bruit :
 - a) Les ouvertures ne peuvent excéder le minimum requis par le Code de construction;
 - b) Les balcons sont interdits;
 - c) Les bouches extérieures des conduits de ventilation sont interdites;
4. Sauf sur les murs donnant sur un axe routier localisé dans une zone de bruit :
 - a) Les fenêtres doivent avoir un indice de transmission sonore (ITS) d'au moins 45;
 - b) Les portes doivent donner sur un vestibule ou une contre-porte calfeutrée ou doivent avoir un indice de transmission sonore (ITS) d'au moins 45;
 - c) Les murs extérieurs doivent être conçus de la manière suivante :
 - Revêtement de maçonnerie,
 - Plaques de plâtres intérieures fixées à des fourreaux métalliques souples ou double ossature,
 - Double épaisseur de plaques de plâtre à l'intérieur,
 - Cavités remplies d'isolants acoustiques fibreux,
 - Calfeutrage à la rencontre d'un mur avec un plancher ou un plafond.

Section 2.3 Entretien et bon état des constructions

Article 2.3.1 Maintien en bon état d'un bâtiment

Une partie constituante d'un bâtiment doit en tout temps être maintenue en bon état d'entretien, notamment :

1. Une partie constituante de l'enveloppe extérieure d'un bâtiment telle une toiture, un mur extérieur, un mur de fondation, une porte ou une fenêtre doit être étanche;
2. Dans le cas d'un revêtement extérieur de briques, les joints de mortier doivent bien maintenir la brique en place et le mur ne doit pas présenter de fissures ni risquer de s'écrouler;
3. Le fini d'une surface extérieure d'un bâtiment telle la surface d'un avant-toit, d'une saillie, d'une porte, d'une fenêtre ou d'un matériau de revêtement extérieur doit être maintenu en bon état et refait au besoin;
4. Le fini d'une surface intérieure telle la surface d'un mur, d'un plafond, d'un plancher ou d'une boiserie doit être maintenu en bon état et refait au besoin;
5. Toute partie constituante d'un bâtiment doit être libre de toute accumulation d'eau ou d'humidité causant une dégradation de la structure ou des finis.

Article 2.3.2 Maintien en bon état d'un balcon, d'un perron, d'une galerie et d'un escalier

Un balcon, un perron, une galerie ou un escalier extérieur d'un bâtiment occupé par un ou plusieurs logements doivent être maintenus en bon état.

Dans le cas où un balcon, un perron, une galerie ou un escalier extérieur présente un danger pour la sécurité des personnes, les travaux nécessaires pour les remettre en état doivent être complétés dans un délai maximum de 7 jours suivant la signification d'un avis à cet effet et l'accès doit en être empêché jusqu'à ce que la sécurité des personnes soit assurée. Sont notamment considérées comme présentant un danger pour la sécurité des personnes, la présence de planchers et de garde-corps mal fixés ou n'ayant pas la résistance requise pour assurer leur fonction et la présence de pièces de bois pourri.

Article 2.3.3 Clapet anti-retour

L'installation de clapets anti-retour est obligatoire, et ce, aux conditions suivantes :

1. Un clapet anti-retour doit être installé conformément au Code de plomberie du Québec le plus récent et aux dispositions du présent règlement;
2. Des clapets anti-retours doivent être installés sur tous les branchements recevant les eaux pluviales provenant de surfaces extérieures en contrebas du terrain avoisinant et adjacentes au bâtiment, tels les descentes de garage, les entrées extérieures et les drains français;
3. Tout clapet anti-retour doit être construit de manière à assurer une fermeture automatique et étanche, de manière qu'il reste fermé en tout temps sauf pour permettre un écoulement du système de plomberie vers l'égout public ou privé et non l'inverse;
4. L'intérieur de tout clapet anti-retour doit être lisse et exempt de toute obstruction pouvant affecter l'écoulement des eaux usées;

5. Tout clapet anti-retour et les surfaces d'appui doivent être en métal non susceptible de corrosion ou en P.V.C.;
6. En tout temps, les clapets anti-retours doivent être accessibles et tenus en bon état de fonctionnement par le propriétaire;
7. Malgré l'article 4.9.5 du Code de construction du Québec – chapitre III – Plomberie, et du Code national de plomberie du Canada 1995 (modifié), l'utilisation de clapet antiretour de type « à compression (squeeze-in) » est prohibée. Il est entendu que cette disposition n'a pas pour effet d'empêcher l'utilisation d'un clapet antiretour d'un autre type conforme audit code;
8. Aucun clapet anti-retour ne doit être installé sur les collecteurs principaux du bâtiment et sur les branchements d'égout au sens du Code de plomberie.

En cas de défaut du propriétaire d'un bâtiment d'installer des clapets anti-retours ou de les maintenir en bon état de fonctionnement, la Municipalité n'est pas responsable des dommages causés à l'immeuble ou à son contenu par suite d'inondation causée par le refoulement des eaux d'égout.

Article 2.3.4 Raccordement d'un drain de fondation (drain français)

Les dispositions suivantes doivent être respectées :

1. Tout raccordement d'un drain de fondation au système de drainage doit être fait au moyen d'un raccord approprié et d'un matériau approuvé pour les drains de bâtiment;
2. Le raccordement au système de drainage doit être fait à l'intérieur d'un bâtiment à l'aide d'une fosse de retenue construite selon le Code de plomberie du Québec en vigueur et ses amendements;
3. Lorsque les eaux ne peuvent s'écouler par gravité, elles doivent être évacuées au moyen d'une pompe d'assèchement automatique et déversées dans une conduite de décharge reliée au système de plomberie et installée au-dessus du niveau de la rue, sur laquelle on doit prévoir un clapet anti-retour. Cette conduite doit s'élever jusqu'au plafond;
4. Lorsqu'il n'y a pas de conduite pluviale, les eaux pompées doivent être évacuées soit sur le terrain, soit dans le fossé parallèle à la rue ou de ligne, selon le cas;
5. Tous les matériaux, produits ou accessoires utilisés doivent être conformes aux normes prescrites par le Code de plomberie du Québec en vigueur et ses amendements;
6. Aucune eau pluviale ne doit se déverser dans le système d'égout sanitaire de la Municipalité, à moins d'une permission écrite de celle-ci;
7. Un drain de fondation ne peut être raccordé à une fosse septique.

Article 2.3.5 Raccordement au réseau d'égout

Un seul raccordement à l'égout par terrain est autorisé à l'exception des projets intégrés.

Article 2.3.6 Interdiction de raccordement

Il est strictement prohibé de raccorder tout drain ou tout système d'égouttement des toits de bâtiments ou d'un stationnement à tout réseau d'aqueduc ou d'égout sanitaire.

Section 2.4 Fortification et sécurité

Article 2.4.1 Interdiction de fortification

Aucun bâtiment ne peut être construit ou modifié en vue d'assurer la fortification d'un ou d'une partie du bâtiment contre les projectiles d'armes à feu, contre les explosifs ou tout autre type d'assaut, sauf pour les constructions ou parties de celles-ci abritant les usages ou activités suivants :

1. Établissements municipaux, gouvernementaux ou paragouvernementaux;
2. Centre de détention;
3. Institution financière;
4. Musée;
5. Bijouterie;
6. Centre d'hébergement pour personnes victimes de violence;
7. Usage nécessitant l'entreposage licite de substances (telles que la dynamite) dont la garde exige des mesures particulières.

De façon non limitative, sont également défendus les éléments de fortification suivants :

1. L'installation de verre de type laminé (H-6) ou tout autre verre pare-balles dans les fenêtres et les portes;
2. L'installation et le maintien de plaques de protection en acier ajouré ou opaque à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment;
3. L'installation et le maintien de volets de protection ou tout autre matériau offrant une résistance aux explosifs ou aux chocs autour des ouvertures du bâtiment;
4. L'installation et le maintien de porte blindée ou spécialement renforcée pour résister à l'impact de projectiles d'armes à feu;
5. L'installation et le maintien de grillage ou de barreaux de métal, que ce soit à l'entrée d'accès, aux portes ou aux fenêtres, sauf dans les fenêtres au sous-sol dans les cas suivants :
 - a) Pour une pièce autre qu'une chambre à coucher;
 - b) Pour une chambre à coucher s'il y a une deuxième issue de secours dans la pièce;
6. L'installation de mur ou de partie de mur intérieur ou extérieur au bâtiment ou d'une tour d'observation, en béton armé ou non armé ou spécialement renforcé pour résister à l'impact de projectiles d'armes à feu;
7. L'électrification d'une clôture, sauf pour les installations d'élevage.

Article 2.4.2 Éléments dangereux

Lorsqu'un bâtiment ou une partie de bâtiment présente un élément dangereux, le propriétaire doit prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

Article 2.4.3 Détecteur de fumée

Au moins un détecteur de fumée doit être installé dans tout logement. Si un logement compte plus d'un étage ou comporte un sous-sol, un demi-sous-sol ou une cave, au moins un détecteur de fumée doit être installé par étage, sous-sol, demi-sous-sol et cave.

Tout détecteur de fumée doit être conforme à la norme CAN/ULC-S531-02, être en état de fonctionnement et être pourvu d'une alimentation à pile permettant son fonctionnement lors d'une panne électrique.

Un détecteur de monoxyde de carbone doit être installé dans tout bâtiment ayant un appareil à combustion ou un garage attenant.

Article 2.4.4 Neige et glace

Il est défendu à tout locataire ou propriétaire, de même qu'à toute personne qui a la charge d'un édifice, de laisser accumuler de la neige ou de la glace sur un édifice lorsque cette neige ou glace peut devenir une source de danger.

Tout bâtiment dont le toit en pente peut causer des avalanches vers une rue ou une ruelle doit être pourvu d'un garde-neige solidement rattaché au bâtiment, de manière à empêcher la neige de tomber.

Chapitre 3 Dispositions relatives à la sécurité, aux constructions dangereuses et aux travaux de démolition

Section 3.1 Dispositions générales

Article 3.1.1 Équipements de chantier

Un permis de construction ou un certificat d'autorisation émis conformément aux dispositions des règlements d'urbanisme donne à son détenteur le droit d'installer et de maintenir sur le site, durant l'exécution des travaux, les grues, monte-charges, bureaux, hangars, outillage et appareils nécessaires à l'exécution des travaux.

Ces appareils et ouvrages doivent être enlevés dans un délai de 10 jours après la fin des travaux.

Article 3.1.2 Protection du public

Lorsque des travaux sont exécutés à moins de 2 mètres de la ligne de rue, les chantiers doivent être clos du côté de la rue et toutes les mesures doivent être prises pour assurer la protection du public.

Section 3.2 Constructions dangereuses, endommagées, inoccupées ou inachevées

Article 3.2.1 Constructions dangereuses

Lorsque le fonctionnaire désigné, suite à une visite des lieux, a des raisons de croire qu'une construction est dans un état tel qu'elle peut mettre en danger des personnes, la Municipalité pourra, sur requête présentée devant une Cour de justice, demander à la Cour d'enjoindre le propriétaire de la construction dangereuse ou toute personne qui en a la garde, d'exécuter les travaux requis pour en assurer la sécurité, conformément au Code national du bâtiment du Canada en vigueur et ses amendements.

S'il n'existe pas d'autre solution utile et si le propriétaire a été mis en cause, le fonctionnaire désigné peut demander de procéder à la démolition de la construction dangereuse dans le délai que la Cour fixera et demander d'ordonner qu'à défaut de se faire dans le délai, la Municipalité pourra exécuter ces travaux ou procéder à cette démolition aux frais du propriétaire.

Article 3.2.2 Obligation de sécuriser les constructions dangereuses

Toute construction inachevée au-delà de la période de validité du permis de construction, incendiée, détruite ou devenue dangereuse doit être signalée à la Municipalité. Le site doit être fermé conformément aux présentes dispositions :

1. Toute excavation à ciel ouvert doit être ceinturée par une clôture d'une hauteur minimale de 1,83 mètre;
2. Sauf les ouvertures réglementaires permettant l'accès au site, toute clôture de chantier doit être dépourvue d'ouverture;
3. Toutes les ouvertures d'accès au site doivent être munies d'une barrière qui doit :
 - a) Demeurer fermée et verrouillée lorsque le site est laissé sans surveillance;
 - b) Être maintenue en place jusqu'à la fin des travaux de construction ou de démolition;
4. Tout travail ne doit pas générer de poussière ou toute autre forme de rejet ou dépôt pouvant atteindre les terrains voisins;

À l'issue de la destruction ou de la démolition d'une construction, tout terrain doit être déblayé et entièrement nettoyé dans les 10 jours.

L'autorité compétente peut exiger toute autre mesure supplémentaire pour assurer la sécurité du public et du site.

Article 3.2.3 Fondation à ciel ouvert

Les excavations et les fondations non utilisées consécutivement à la démolition d'une construction peuvent rester béantes durant la période de validité de tout permis de construction émis en vue de l'érection d'un autre bâtiment sur le même emplacement, ou lorsqu'une demande de permis a été dûment déposée aux mêmes fins, à condition qu'elles soient entourées d'une clôture d'une hauteur minimale de 1,83 mètre. Si aucun bâtiment n'est érigé sur une fondation à ciel ouvert dans les 3 mois suivants sa construction, ladite fondation doit être détruite, tous les matériaux doivent être enlevés du site et le terrain doit être remis à son état naturel.

Toute excavation ou fondation à ciel ouvert autre que celle d'un bâtiment en cours de construction doit être entourée d'une clôture d'une hauteur minimale de 1,83 mètre.

Article 3.2.4 Bâtiments détruits, endommagés ou incendiés

Dans le cas où un bâtiment est détruit en tout ou en partie par un incendie ou autrement, le propriétaire doit démolir ou réparer le bâtiment endommagé en se conformant aux exigences de la réglementation municipale en vigueur.

Toute construction inachevée au-delà de la période de validité du permis de construction, incendiée, détruite ou devenue dangereuse doit être signalée à la Municipalité. Le site doit être fermé conformément aux dispositions de l'article 3.2.2 et les ouvertures doivent être barricadées. Le propriétaire d'un tel bâtiment doit, dans les 10 jours suivants la constatation, demander un permis afin de procéder à des travaux de réparation. Ces travaux doivent être entrepris dans les trente 30 jours qui suivent l'émission du permis de construction.

De plus, un délai de 15 jours maximum est accordé au propriétaire pour isoler les caves, les excavations, les fondations d'un bâtiment incendié, démoli ou dont la construction est arrêtée ou qui, pour n'importe quelle raison, ne sont pas immédiatement utilisées. Celles-ci doivent être entourées d'une clôture d'une hauteur minimale de 1,83 mètre.

Dans le cas où le propriétaire démolit le bâtiment, il doit libérer le terrain de tous débris et niveler ledit terrain dans les 60 jours du début de la démolition.

Dans le cas de la reconstruction ou de la réparation du bâtiment, la finition extérieure de tout bâtiment doit être terminée dans les 12 mois qui suivent l'émission du permis.

Article 3.2.5 Travaux effectués par l'autorité compétente

À défaut de se conformer aux articles de la présente section, l'autorité compétente peut effectuer les travaux et prendre toutes les mesures nécessaires, y compris la démolition, pour assurer la sécurité du public. Le coût des travaux effectués par l'autorité compétente peut être recouvré du propriétaire et constitue une créance prioritaire sur l'immeuble sur lequel ils ont été exécutés, tel que prévu par la loi. Ces frais sont également garantis par une hypothèque légale sur cet immeuble.

Section 3.3 Travaux de démolition

Article 3.3.1 Généralités

De façon non limitative, tous travaux de démolition représentant un risque doivent respecter les conditions suivantes :

1. Tout chantier de démolition ou toute excavation à ciel ouvert doit être ceinturé par une clôture d'une hauteur minimale de 1,83 mètre;
2. Sauf les ouvertures réglementaires permettant l'accès au site, toute clôture de chantier doit être dépourvue d'ouverture;
3. Toutes les ouvertures d'accès à un chantier doivent être munies d'une barrière qui doit :
 - a) Demeurer fermée et verrouillée lorsque le chantier est laissé sans surveillance;
 - b) Être maintenue en place jusqu'à la fin des travaux de démolition;
4. Tout travail ne doit pas générer de poussière ou toute autre forme de rejet ou dépôt pouvant atteindre les terrains voisins;
5. À l'issue de la démolition d'une construction, tout terrain doit être déblayé et entièrement nettoyé dans les 10 jours;

L'autorité compétente peut exiger toute mesure supplémentaire pour assurer la sécurité du public et du chantier.

Article 3.3.2 Continuité des travaux

Une fois l'entreprise de démolition commencée, les travaux doivent être poursuivis sans interruption jusqu'à terminaison complète. Toutefois, si pour une raison majeure, les travaux venaient à être discontinués, toutes les mesures devront être prises pour assurer la sécurité du public.

Article 3.3.3 Prévention de la poussière

Les débris et les matériaux sujets à dégager de la poussière doivent être arrosés continuellement et adéquatement durant leur manutention.

De plus, une bâche doit couvrir les débris. Elle doit être alourdie pour ne pas se déplacer sous l'effet du vent et doit être maintenue en place durant toute la période des travaux afin d'éviter la contamination ou le lessivage des matériaux.

On ne doit pas laisser tomber les débris ou les matériaux d'un étage à l'autre, mais les descendre avec des grues ou des câbles. Il est aussi possible de les faire glisser dans des chutes fermées de tous côtés et construites de manière à empêcher le soulèvement de la poussière.

Article 3.3.4 Disposition des matériaux

Il est interdit de brûler ou d'enfouir sur les lieux les matériaux non utilisés provenant de la démolition en cours.

Ces matériaux doivent être entreposés dans des conteneurs appropriés ou transportés dans un site de recyclage des matériaux dans un délai de 10 jours suivants la démolition.

Les conteneurs à déchets temporaires sont autorisés dans toutes les cours, et ce, pour une période maximale de 30 jours. Ils doivent être retirés dans un délai de 10 jours suivants la démolition.